

Les combats sous Metz et la capitulation de Bazaine

Auteur : LCL Porte



Cliché : DR

Lorsque commence le siège de Metz, le 20 août 1870, l'armée du Rhin qui s'y est réfugiée est organiquement composée des 2^e CA du général Frossard, 3^e CA du maréchal Le Bœuf, 4^e CA du général de Ladmirault, du 6^e CA du maréchal Canrobert et de la Garde impériale du général Bourbaki et elle a trouvé sur place le renfort des troupes de la garnison et de huit bataillons de la Garde nationale, rapidement constitués. Pour les Allemands, la prise de la métropole lorraine, fortement défendue par une ceinture de forts puissants et modernes, apparaît comme essentielle dans la poursuite de la guerre.

La séquence qui s'ouvre conditionne donc l'avenir des deux belligérants. Or, sans réellement engager de grandes batailles, par un blocus étroit de la ville et en jouant des inquiétudes du commandant en chef français, les Allemands vont s'emparer de « la plus puissante forteresse de France » en deux mois.

Les préliminaires :

Le 14 août, Napoléon III a donné à Bazaine l'ordre de se diriger vers l'ouest et vers Chalons pour couvrir la capitale française. Mais, se succèdent alors pendant plusieurs jours des engagements non voulus par les deux hauts commandements, non préparés

et non planifiés, lancés localement à l'initiative de généraux brigadiers ou divisionnaires, et qui vont totalement modifier la suite des événements. Les combats de Borny, le 15, obligent le commandant en chef français à stopper sa marche vers l'ouest et à se rapprocher de Metz au lieu de prendre la route de Verdun. Le 16 août, la bataille de Rezonville - Mars-la-Tour entraîne des pertes extrêmement sensibles et l'armée a désormais besoin de reconstituer rapidement ses approvisionnements de toutes sortes. Le 17, à Saint-Privat-la-Montagne, en dépit du courage personnel du général Canrobert (qui ne reçoit aucun renfort de Bazaine), la sanglante journée se termine sur un nouveau repli. Le 18 août les batailles de Saint-Privat et Gravelotte se terminent de façon différente mais donnent finalement le même résultat. La première est un indiscutable succès allemand, tandis que la seconde voit les Français rester maîtres du terrain. Alors qu'il dispose de réserves et d'une relative supériorité numérique, Bazaine donne néanmoins aux corps d'armée l'ordre de retraiter. Observons immédiatement que ces engagements meurtriers se déroulent tous à l'ouest de Metz, c'est-à-dire que la ville a déjà été dépassée par les troupes allemandes et, prise entre deux armées ennemies, qu'elle est en passe d'être investie. Surtout, le sentiment que l'armée n'est pas commandée commence à se faire jour : constatant que le commandant en chef n'apparaît pratiquement pas sur le terrain et semble se laisser balloter par les événements, on parle d'une « armée livrée à l'inspiration de ses divisionnaires ». Alors que les troupes françaises se sont bien battues et que le commandement allemand s'inquiète des pertes importantes subies par ses régiments, le haut commandement français est hésitant, passif, prudent à l'excès. Seul Canrobert échappe à la critique. A l'issue de ces journées difficiles, pensant que la route vers l'ouest lui est totalement coupée par les Allemands, Bazaine fait le choix de placer ses troupes sous la protection des forts de Metz, place

réputée « imprenable », mollement poursuivi par la 2^e Armée prussienne du prince Frédéric-Charles de Prusse. Le 19, l'armée française campe entre les forts détachés de la ville, certains régiments très éprouvés ayant même connu un début de débandade : « Des voitures lancées à toute allure ne s'arrêtèrent que dans les rues de Metz ».

L'organisation allemande :

Les Allemands s'établissent solidement hors de portée des canons des forts de la ville, entament aussitôt l'aménagement du terrain pour préparer le siège et lancent deux ponts sur la Moselle à hauteur de Malroy pour faciliter leurs mouvements et leur ravitaillement. Rapidement, à une quinzaine de kilomètres environ de Metz, entre La Maxe au nord, Noisseville à l'est, Frescaty au sud et Vaux à l'ouest, s'étend sur trois lignes successives un réseau presque circulaire de tranchées, de batteries, de fermes fortifiées.

Pour ne pas risquer ses troupes sous le feu des puissants canons des forts français, le prince Frédéric-Charles choisit de faire tomber la ville par la faim. Connaissant depuis les derniers combats la valeur des troupes françaises et la qualité du chassepot, il adopte une attitude d'attente et se contente de contre-attaquer à l'occasion des sorties offensives de l'armée assiégée.

Les réactions françaises :

A partir du moment où la 2^e Armée française de Mac Mahon ne parvient pas à rallier Metz et dès lors que le gros des troupes autour de Napoléon III est enfermé dans Sedan, la place est totalement isolée. Or, même si les stocks sont relativement importants, plusieurs témoins assurent que « nos arsenaux étaient insuffisamment remplis » et que les magasins n'étaient pas pleins.

Pour soutenir le moral des troupes, harceler les Prussiens et accroître les réserves de la garnison en nourriture (du moins est-ce

ainsi que la majorité des historiens l'analyse), il est décidé de procéder de temps à autre à des coups de main brefs mais puissants. En septembre et octobre, les accrochages se succèdent autour des communes de Lauvillier, de Vany, de Chieulles, de Mercy, de Lessy, de Saint-Rémy. Quelques combats plus importants peuvent être distingués.

A Noisseville, le 31 août, à dix kilomètres à l'est de la place fortifiée, en avant du fort de Saint-Julien, les Français semblent pouvoir percer les lignes ennemies et parviennent à tenir le terrain pour la nuit. Mais l'action n'a été lancée qu'en milieu de journée et il est trop tard pour poursuivre. Dès le lendemain, 1^{er} septembre, alors qu'un épais brouillard enveloppe le secteur dès le matin, le maréchal Leboeuf doit abandonner le village sous les tirs violents de l'artillerie allemande et se replier sous les murs de Metz. Des deux côtés les pertes sont importantes : 3500 Français environ, dont 145 officiers, et 3000 Allemands, dont 126 officiers.

Le 26 septembre, au cours d'une nouvelle opération, les 4^e et 6^e CA tentent de s'installer sur la rive droite de la Moselle pour forcer le passage, mais les incessantes pluies d'automne rendent les terrains détrempés impraticables et ralentissent, voire interdisent, tout mouvement offensif. A nouveau, revient la rumeur selon laquelle Bazaine ne se porte jamais sur les secteurs sensibles ou les points importants et laisse ses subordonnés sans directives claires.

Le lendemain, un raid est lancé en direction de Peltre à partir du secteur du fort de Queuleu, au sud de la ville, avec la brigade Lapasset et une locomotive blindée pour s'emparer d'un train de ravitaillement allemand, à l'arrêt sur la voie ferrée Remilly-Ars, mais les Allemands ont anticipé l'opération et au dernier moment sabotent la voie. Le terrain conquis est aussitôt perdu et, dans la nuit, les soldats peuvent apercevoir les cinq villages proches en train de brûler.

Le 30 septembre et le 1^{er} octobre, le château de Ladonchamps, sur la route de Thionville,

est à son tour l'objectif des troupes françaises, qui parviennent à fouiller les fermes avoisinantes pour y récupérer des vivres et du fourrage, mais cèdent le terrain au soir, avant de relancer l'assaut le lendemain.

Au nord, à Bellevue et dans le secteur d'Amelange-Semecourt, le 7 octobre, l'échec est patent dès la fin de l'après-midi. Pourtant, les pertes allemandes (1800 hommes, dont 75 officiers) sont supérieures aux pertes françaises (1200 hommes dont 64 officiers).

Globalement pourtant, il n'y a aucune tentative majeure de rompre le blocus allemand. Les différentes actions, même les plus notables, n'engagent toujours que des effectifs limités par rapport au volume des troupes assiégées. En ce sens, la critique faite à Bazaine d'être resté passif et de n'avoir jamais cherché à prendre l'initiative est tout-à-fait justifiée.

L'emploi des armes :

Si la cavalerie est brillante, et le courage individuel des hommes n'est pas ici en cause, son emploi est sujet à caution. Les missions de reconnaissance sont visiblement conduites avec moins de vigueur et de détermination que du côté allemand et le commandement n'a pas compris que les lourdes charges sont désormais inutiles devant l'intensité des feux de l'artillerie allemande.

Dans le domaine de l'appui des troupes, l'artillerie française est surclassée par son homologue allemande, aussi bien sur le plan technique (les vieillissantes « pièces de 4 » ne valent pas les modernes canons Krupp) qu'en terme d'emploi. A lors que les Allemands pratiquent déjà presque systématiquement le regroupement de nombreuses pièces à l'avant, les matériels français sont éparpillés, dispersés, et finalement, en dépit des efforts des artilleurs qui réalisent ponctuellement de magnifiques prestations, ne parviennent pas à prendre l'ascendant sur l'ennemi.

L'attitude de Bazaine :



Cliché : DR

Le maréchal Bazaine, entré en campagne comme commandant du 3^e CA, est nommé commandant en chef de l'armée du Rhin le 12 août, avec le général Jarras comme chef

d'état-major, mais les deux hommes ne semblent pas s'apprécier et, à tout le moins, Bazaine ne fait pas confiance à son adjoint qu'il tient souvent à l'écart de ses décisions. Le commandant en chef, d'ailleurs, ne s'installe ni dans la ville, ni avec l'un des ses adjoints directs, mais dans une villa de Ban Saint-Martin, à l'écart, isolé.

Au début du mois de septembre, l'annonce de la capitulation de Sedan, de l'abdication de Napoléon III et de la proclamation d'un gouvernement de la Défense nationale (événements appris par un prisonnier évadé) sème le doute et entraîne fort probablement une baisse d'autant plus sensible du moral que les rumeurs les plus fantaisistes circulent dans la ville coupée du reste de la France. Pendant plusieurs semaines, Bazaine négocie en secret, sans que l'on puisse définitivement affirmer s'il souhaite simplement préserver son armée, préparer le maintien de l'ordre intérieur ou faciliter une restauration bonapartiste.

Dans son rapport final rendu public dès 1871, Bazaine tente, pour se disculper, d'avancer deux arguments principaux : d'une part, conserver intacte l'armée autour de Metz permettait d'immobiliser « 200000 Prussiens » (chiffre excessif), laissant ainsi le temps au gouvernement d'organiser de nouvelles armées à l'intérieur ; d'autre part, la résistance aurait été rendue rapidement impossible du fait de l'impréparation de

l'intendance et de la municipalité puisque les vivres et les fourrages manquaient.

Alors, Bazaine, traître ou incapable ?

L'absence de relations régulières avec le gouvernement central et le fait qu'il ne reçoive aucune directive de l'autorité politique semble être ce qui a le plus perturbé le commandant en chef français. Il revient à plusieurs reprises sur cette question dans son rapport et cite en particulier les différentes missives (restées sans réponse) qu'il adresse à Paris et à Tours : « Il est important pour nous de recevoir des instructions et des nouvelles ». Il semble par ailleurs soucieux d'obtenir le soutien de ses principaux subordonnés, et c'est ainsi que le 7 octobre il écrit à ses principaux adjoints, après avoir dressé un tableau très sombre de la situation et alors qu'il envisage semble-t-il déjà de rendre la place : « Avant de prendre un parti décisif, ai-je voulu vous demander de me faire connaître par écrit, après un examen très mûri et très approfondi de la situation et en avoir conféré avec vos généraux de division, votre opinion personnelle et votre appréciation motivée ». On observe également que dans cette correspondance il fait toujours référence à « Sa Majesté l'Empereur », alors que Napoléon III a quitté le pouvoir depuis plus d'un mois. Sous la III^e République, on a ainsi souvent donné comme explication à sa décision de capituler qu'il ne souhaitait pas défendre un gouvernement contraire à ses choix personnels. Il utilise pour ses contacts les services d'un colonel (?) Regnier qui rencontre à plusieurs reprises Bismarck, sans toutefois parvenir à un accord avec les autorités allemandes.

L'explication, politiquement bien utile pendant la période d'installation et d'ancrage de la république à la fin de XIX^e siècle, semble toutefois insuffisante. Plus vraisemblablement, excellent officier, divisionnaire et commandant de corps d'armée de qualité, il atteint là son niveau maximum de compétence et se trouve dépassé lorsqu'il lui faut commander et coordonner l'action d'une armée

importante, en assurant la complémentarité des armes et dirigeant ses grandes unités par des manœuvres différentes vers un objectif commun. Albert de Mun, alors lieutenant du 3^e régiment de chasseurs à cheval, écrira plus tard :

« Il ne savait pas conduire une armée, il savait encore moins la soutenir. Saurait-il la commander le jour de la bataille ? »

Par ailleurs, le général Coffinières, gouverneur militaire de la ville, semble avoir exercé sur lui une influence néfaste. Rapidement partisan de cesser la lutte, ses arguments lors des différents conseils de guerre présentent toujours la situation sous un jour extrêmement noir et laissent peu d'espoir sur une issue favorable.

Tel est bien le premier problème de l'armée française : l'incompétence d'une grande partie de son haut commandement, non préparé à une guerre continentale d'ampleur sous une forme moderne. A cette incapacité de Bazaine s'ajoutent les défauts de sa personnalité. Confronté à des responsabilités qu'il n'est pas à même d'assumer, il hésite, tergiverse, cache ses projets, tait ses intentions, bref, il ne commande pas.

Paradoxalement, la population messine est plus allante que le haut commandement militaire, et c'est le maire de la ville qui, selon de nombreux témoignages, refuse la capitulation et entretient la flamme de la résistance. Des compagnies de « partisans », hâtivement organisées avec l'appui de régiments de l'armée régulière, s'efforcent également de harceler les avant-postes allemands, sans pouvoir toutefois jouer un rôle significatif dans les opérations d'ensemble. Il faut également souligner que de nombreux officiers de grades intermédiaires (entre capitaine et colonel) s'étonnent et s'inquiètent de la passivité du commandant en chef. Parmi ceux-ci, Louis Roussel, qui sera quelques mois plus tard le seul officier d'active à rejoindre la Commune de Paris. Les mouvements

d'opinion semblent s'accélérer à partir du 13 octobre, puis s'accélérent le 25, lorsque la foule commence à se rassembler longuement devant la mairie pour conspuer Bazaine et exiger la poursuite de la lutte, et que plusieurs dizaines (200 selon certains auteurs) d'officiers, dont plusieurs colonels commandant de régiments, se réunissent au café du Grand Balcon au centre ville pour tenter d'organiser une sortie de vive force.

Un dénouement redouté :

La situation dans la ville assiégée se détériore rapidement au cours du mois d'octobre. On compte environ 15.000 blessés et malades dans les hôpitaux et quelques milliers installés sommairement chez l'habitant. Les vivres et l'eau sont de plus en plus sévèrement rationnés et les chevaux, faméliques, sont abattus et mangés. Le pain lui-même vient progressivement à manquer, la ration passant de 500 gr. par homme et par jour à 300 le 20 septembre, puis officiellement à 250 gr de pain de mauvaise qualité, mais certains régiments ne reçoivent même pas l'équivalent de 100 gr. par homme :

« Les officiers viennent, les larmes aux yeux, mendier le pain des soldats de leur compagnie ».

Le 10 octobre, se tient un conseil de guerre qui rassemble autour de Bazaine les différents commandants de corps d'armée, les commandants de l'artillerie et des services et le gouverneur militaire de la ville. Le bilan de la situation est sombre puisqu'il y est annoncé qu'il ne restera plus assez de vivres pour tenir à partir du 20 et que l'afflux des malades et blessés dans la ville commence à poser des problèmes de santé publique. Le conseil décide donc d'entamer des discussions avec l'ennemi et missionne le général Boyer à Versailles, auprès du grand quartier général allemand. Il faut toutefois reconnaître que le compte rendu final de cette réunion n'exclut pas

totallement l'hypothèse d'une sortie de vive force :

« Dans le cas où l'ennemi voudrait imposer des conditions incompatibles avec notre honneur et le sentiment du devoir militaire, on tentera de se frayer un passage les armes à la main ».

On écrira plus tard que cette position n'a été adoptée que pour ne pas brusquer les sentiments de la troupe, des officiers et des généraux qui souhaitent poursuivre la lutte. Muni d'un sauf-conduit, le général Boyer fait l'aller-retour entre Versailles, où il rencontre sans succès les autorités allemandes dont le chancelier Bismarck, et Metz, où il revient le 17 rendre compte de l'échec de sa mission. Il est aussitôt envoyé en Grande-Bretagne, où l'impératrice déchu Eugénie a trouvé refuge tout en conservant le titre de « régente » (désormais sans grande réalité) pour lui demander d'intervenir auprès du roi de Prusse, mais celle-ci refuse de s'engager sur des préliminaires de paix qui amoindrieraient la France.

Face à ces manœuvres politiques et diplomatiques dont il ne perçoit qu'une partie, le commandant de l'armée allemande de siège, le prince Frédéric-Charles de Prusse, fait savoir le 24 à Bazaine qu'il ne peut y avoir de négociations directes en l'absence de discussions politiques entre les deux gouvernements. Désormais, les réunions se succèdent quotidiennement autour du commandant en chef français. Le 25 octobre, à l'issue d'un nouveau conseil de défense, le général Changarnier, vétéran des campagnes d'Afrique, est mandaté par Bazaine pour obtenir au moins de son homologue prussien une suspension d'armes provisoire. C'est un nouvel échec. En deux jours, on passe de l'hésitation à l'acceptation d'une capitulation, « à l'unanimité et non sans la plus vive douleur ». Considérant qu'il serait criminel « de sacrifier inutilement des milliers

d'existences », le haut commandement assiégé accepte le principe que « l'armée française vaincue par la famine se constituerait prisonnière ».

Le 27 octobre au matin, un nouveau conseil de guerre décide de ne pas tenter une ultime sortie « pour éviter un sacrifice inutile ». Le soir même, une convention est signée au château de Frescaty entre les chefs d'état-major des deux armées. Les termes en sont acceptés par un ultime conseil le 28 et elle prend effet à partir du 29 à midi. Les Allemands entrent en vainqueurs dans la ville. Au même moment, Bazaine se présente au quartier général du prince Frédéric-Charles à Corny pour s'y constituer prisonnier, mais il ne sera reçu qu'à 17h00 après avoir connu l'humiliation de devoir attendre plusieurs heures dans une auberge voisine.

Depuis le 13 août et la prise de commandement de Bazaine, l'armée a perdu 25 généraux, 2100 officiers et environ 40500 sous-officiers et soldats, tués, blessés ou disparus.

La capitulation entraîne la perte de 3 maréchaux, 6000 officiers, 170000 hommes environ, de 1600 canons, 278000 fusils, 3 millions d'obus, 23 millions de cartouches. En pratique, le gros de l'armée régulière française est hors de combat. L'annonce en est douloureusement vécue dans le reste de la France, ressentie comme une honte par une majorité de Français. Dans Metz, qui se vide rapidement des soldats français embarqués vers les camps de prisonniers, seuls les généraux Lafont de Villiers et Archinard du 6^e CA choisissent de rester avec leurs soldats, marquant ainsi en creux pour tous les autres une cassure entre le commandement et la troupe.

Les conséquences de la capitulation de la ville et sa mémoire :

La capitulation de Metz constitue un véritable tremblement de terre en France. Gambetta lance sa célèbre proclamation, qui devient aussitôt un axiome : « Bazaine a trahi ! », et lance trois jours plus tard, le 2

novembre, la mobilisation de tous les hommes valides âgés de 20 à 40 ans. L'appel au sursaut national, la levée en masse, les corps de francs-tireurs sont inscrits en filigrane dans cette proclamation, car désormais la France n'a pratiquement plus d'armée. La légende de la trahison est née et l'opprobre jetée sur le Second empire et sa fin.

Parmi les officiers que ces événements marqueront durablement, on note le nom du colonel Lewal qui, promu général et devenu l'un des fondateurs de l'École de guerre au premiers temps de la III^e République, sera l'un des rénovateurs de l'armée française dans les années 1870-1880. C'est en effet dans l'armée et dans la société de la III^e République que le traumatisme va durablement s'inscrire. Les rapports entre le pouvoir politique et les autorités militaires, marqués de suspicions réciproques, changent durablement, tandis que l'organisation et les règlements de la nouvelle armée française tenteront à partir de 1875-1880 de prendre en compte les enseignements tactiques et moraux de cette désastreuse campagne.

Histoire générale :

La guerre franco-allemande de 1870-1871, rédigée par la section historique du grand état-major prussien et traduite en français par le capitaine Costa de Serda (Paris, 1873-1882).

Colonel **Rousse**, *Histoire générale de la guerre franco-allemande*, 7 volumes, Tallandier, Paris, s.d.

Les combats de Metz et la capitulation :

Bapst Germain, *Le siège de Metz en 1870*, A. Lahure Ed., Paris, 1926

Beaumont Maurice, *Bazaine ou les secrets d'un maréchal*, Imprimerie nationale, Paris, 1878

Bazaine Achille, *Capitulation de Metz. Rapport officiel du maréchal Bazaine*, Lapiere-Brille Ed., Lyon, 1871 ; *L'armée du Rhin depuis le 12 août 1870 jusqu'au 29 octobre 1870*, Plon, Paris, 1872

Farinet Alexandre, *L'agonie d'une armée*, Paris, 1914

Lonlay Dick de, *Français et Allemands. Histoire anecdotique de la guerre de 1870-1871*, 4 vol., Garnier Ed., Paris, 1888-1889

Mzauric Roger, « A propos du siège de Metz en 1870-1871. Ephémérides d'un assiégé : le pasteur Othon Cuvier », *Les Cahiers Lorrains*, n° 4/1970

Viansson M. L., *Le siège de Metz en 1870*, Berger-Levrault, Nancy, 1881